



**Le service public culturel,  
un investissement d'avenir !**



La CGT-Culture et la FP CGIL soutiennent depuis longtemps l'idée que la culture et le service public culturel sont essentiels pour l'avenir et la démocratie dans nos sociétés, en Europe et dans le monde. La culture est avant tout la rencontre avec l'autre !

Dans une société de plus en plus fermée, minée par les divisions et la tentation d'aller vers des politiques plus autoritaires, nous affirmons que la culture et donc les politiques culturelles et le service public culturel restent indispensables pour construire un avenir pacifique et libre.

**Ensemble, nous réaffirmons que la culture n'est ni une marchandise ni un supplément d'âme, et qu'elle est essentielle pour se rencontrer, partager et construire un monde juste, libre, durable, diversifié et heureux, indispensable à la transformation sociale de la société et à la démocratie**

La crise que nous traversons est une crise écologique, économique et sociale, mais c'est surtout une crise systémique, celle d'un modèle à bout de souffle, le capitalisme, un modèle dont les dégâts sur le développement culturel, l'environnement et les êtres vivants s'apparentent désormais à un écocide.

Le déclin progressif des politiques publiques culturelles au profit de modèles privés de gestion de l'offre culturelle a entraîné un phénomène général de dumping salarial, de précarité et de perte des droits des travailleurs.

Si l'avenir est fait de tant d'incertitudes, nous devons remettre au centre de notre action la reconquête du principe même du service public culturel dans les politiques publiques, en élargissant ainsi son champ d'action et en construisant ensemble et démocratiquement, dans un esprit de solidarité, une alternative durable.

Pour atteindre cet objectif, la CGT-Culture et la FP CGIL participent activement au développement de la démocratie culturelle et à la campagne pour des politiques culturelles publiques fortes et clairement assumées par les pouvoirs publics.

Pour cela, les pouvoirs publics doivent donner les moyens nécessaires. Or depuis des années, les coupes budgétaires répétées et des choix politiques nocifs ont affaibli nos ministères. En France, près de 2 000 emplois ont été supprimés depuis 2015 et, en Italie, il en manque 8 000 pour couvrir les besoins nécessaires.

Cela conduit inévitablement à un délitement des connaissances et des compétences et à une détérioration importante des conditions de travail, tandis que la précarité et le dumping social gagnent du terrain.

L'expertise des personnels de nos ministères est de très haut niveau et ce n'est en aucun cas le fruit du hasard.

Elle est le résultat du travail de longue haleine d'hommes et de femmes attachés à leur mission et d'une politique et d'une stratégie certes anciennes mais qui ont fait leurs preuves. Bien sûr, ce développement professionnel est exigeant. Il nécessite une politique du personnel s'inscrivant dans une vision ministérielle stratégique des carrières, des emplois et des métiers.

Les compétences et les connaissances acquises après des années de pratique restent fragiles. Nous savons qu'il faudrait des années pour les reconstruire et que certaines seraient perdues à jamais si nous faisions l'erreur de ne pas assurer leur transmission et leur durabilité. Dans le même temps, nous devons faire des choix qui favorisent l'innovation organisationnelle, la reconnaissance des professions émergentes et la réinternalisation des activités externalisées.

**Nos deux syndicats s'engagent à travailler, à se soutenir mutuellement et à agir ensemble pour que le travail et le rôle du secteur culturel soient respectés et revendiqués. Ils demandent donc à leurs gouvernements respectifs d'agir et de débloquer les moyens pour :**

- **un service public culturel transformé et renforcé**
- **l'essor de la démocratie culturelle**
- **le maintien et le renforcement de l'expertise et des compétences**
- **la création d'emplois et l'ouverture des concours nécessaires aux besoins et à la pérennité des missions**
- **une programmation anticipée des besoins professionnels avec un vaste plan de recrutement qui prenne en compte la transmission des expertises et des savoirs entre les travailleurs**
- **des salaires décents en rapport avec le coût de la vie, valant reconnaissance du travail, qui garantissent l'égalité de rémunération et l'égalité des droits pour tous les travailleurs, hommes et femmes.**
- **des conditions de travail stables et décentes**
- **des ressources réellement à la hauteur des défis et des besoins**
- **un nouveau modèle de développement social et culturel qui soit participatif, solidaire et durable.**

**Nos deux syndicats dénoncent :**

- **la précarité, le dumping social, la privatisation et l'exploitation éhontée des salariés des entreprises prestataires de service**

Notre lutte contre les modèles de marchandisation de la culture et contre le consumérisme culturel doit dépasser les frontières de nos pays et acquérir une dimension de lutte et de solidarité internationale pour la défense de tous les travailleurs des services culturels publics.

**La CGT-Culture et la FP CGIL MIC continueront à dialoguer et à construire des relations avec les syndicats de toute l'Europe et la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) sur les questions du service public culturel et pour l'unité du personnel et de tous les travailleurs.**

**Vive la culture,  
vive le service public de la culture et ses travailleurs  
et que vive la démocratie sociale et culturelle !**

Paris - Rome, le 21 novembre 2022